

ASM PAUILLAC-STE MARIE DE CAMPAN
GRIPP

65710 STE MARIE DE CAMPAN

A l'attention de : M. CLEMENCEAU

Lescar , le 13-mai-2014

Contrat d'entretien de

Maintenance 1 visite/an (type M1)

ASM STE MARIE DE CAMPAN valable du 01-06-2014 au 31-05-2015

Nos Réf.: TEN4 DI
N° Devis : 760319

Lieu d'installation :
ASM PAUILLAC-STE MARIE DE CAMPAN
GRIPP

65710 STE MARIE DE CAMPAN

Monsieur,

Votre établissement est équipé d'un système de Détection incendie / CMSI de marque CHUBB. Nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez. Afin d'assurer la pérennité de votre installation, nous avons le plaisir de vous proposer nos services pour la maintenance de vos équipements et le suivi de votre installation. Vous trouverez ci-joint la proposition de contrat d'entretien concernant votre installation de Détection incendie / CMSI référencée ci-dessus.

Dès acceptation du contrat, nous vous serions reconnaissants de retourner à l'adresse ci-dessus les deux exemplaires du contrat revêtus du cachet de votre établissement et la signature du responsable sans oublier de parapher chaque feuille de la proposition. A réception du contrat, nous vous retournerons votre original contresigné. Merci de préciser le numéro de contrat sur toute correspondance échangée.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et restons à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Eric Delheure

Votre interlocuteur Commercial Contrats

Ligne(s) directe(s) : Email : Eric.Delheure@chubb.fr

Système de Détection incendie / CMSI

AMIS DE ST MARTIN GRIPP

Contrat d'entretien

Maintenance 1 visite/an (type M1)

ASM STE MARIE DE CAMPAN valable du 01-06-2014 au 31-05-2015

SOMMAIRE

Identification des Parties

Conditions particulières

- 1 Objet
- 2 Nature du risque
- 3 Bordereau de Prix
- 4 Réglementation
- 5 Tableau des prestations
- 6 Détails des prestations
 - A Inspections visuelles, vérifications et essais
 - B Rapports
 - C Assistance téléphonique weekend et jours fériés
 - D Assistance téléphonique 24h/24 7j/7
 - E Astreinte téléphonique 24h/24 7j/7
 - F Dépannage standard délai < 48h (hors Dispositifs Actionnés de Sécurité (DAS))
 - G Astreinte téléphonique 24h/24 7j/7 avec interventions sous 12h, 8h, 4h ou 2h
 - H Entretien des DAS
 - I Reconditionnement des détecteurs
 - J Mise à jour des logiciels Equipements de Contrôle et de Signalisation (ECS)/ Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie (CMSI) CHUBB
 - K Bilan annuel
 - L Présentation et explication du fonctionnement des Matériels sur site
 - M Démantèlement des détecteurs ioniques
 - N Mise à jour du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) ou DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) ou dossier SSI

IDENTIFICATION DES PARTIES

Entre :

La Société :	AMIS DE ST MARTIN GRIPP
Adresse :	BP 87 33250 PAUILLAC
N° Siret :	999999999
Code APE :	
N° de TVA :	
Représentée par :	Mr CLEMENCEAU
N° de téléphone :	0630809961
N° de Fax :	

Dénommée ci-après la Société, d'une part

et :

La Société :	Chubb France
Siège social :	Parc Saint Christophe - Pôle Magellan 1 - 10 avenue de l'entreprise - 95800 CERGY
N° Siret :	702 000 522 002 44
Code APE :	2790Z
Représentée par :	Daniel BORSOVA
De l'agence de :	4 Rue des Mousquetaires Rond-point de Billa 64230 LESCAR
Numéro de téléphone:	05.59.14.22.80.
Numéro de fax :	05.59.62.96.95.
Assistance Technique:	0810 012345

Dénommée ci-après Chubb France, d'autre part

Les prestations définies dans le présent contrat auront lieu dans l'établissement désigné ci-après :

La société :	ASM PAUILLAC-STE MARIE DE CAMPAN
Adresse :	GRIPP 65710 STE MARIE DE CAMPAN
Contact :	Mr CLEMENCEAU
Numéro de téléphone :	
Numéro de fax :	

CONDITIONS PARTICULIERES

Les présentes Conditions Particulières et leurs annexes font partie intégrante du contrat d'entretien. Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Société assurera les prestations de maintenance du système de Détection incendie / CMSI (voir nomenclature du matériel) exploité par le client. En cas de contradiction, les présentes Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales dont le client déclare avoir pris connaissance et qu'il accepte sans réserve.

Liste des prestations sous-traitées :

Validité de la proposition : 31-12-2014

Type renouvellement : Tacite reconduction

Révision du montant de la redevance :

La redevance annuelle a été établie en considération des conditions économiques au jour de la signature du contrat. De convention expresse entre les Parties, le montant de la redevance fera donc l'objet d'une révision chaque année, au premier janvier, selon la formule de révision suivante et la dernière valeur connue des indices :

$$\text{Formule BT47 : } P = P_0 \left(\text{BT47} / \text{BT47}_0 \right)$$

Dans laquelle :

P = prix après révision

P₀ = dernier prix révisé (ou prix initialement prévu dans le contrat si le prix n'a jamais été révisé)

BT 47 = dernière valeur mensuelle de « l'indice national de prix du bâtiment – Electricité » publiée à la date de révision du prix fixée dans le contrat

BT 47₀ = valeur mensuelle de « l'indice national de prix du bâtiment – Electricité » connue au jour de la dernière révision du prix (ou au jour de la signature du contrat s'il s'agit de la première révision).

L'augmentation annuelle du prix après révision (P) telle que définie au présent article, sera toutefois plafonnée à 5% par rapport au dernier prix révisé (P₀).

Par ailleurs, les parties conviennent que pour le cas où l'application de cette formule aurait pour effet que le prix après révision (P) soit inférieur au dernier prix révisé (P₀), les effets de la formule seront alors neutralisés et les parties se rencontreront afin de fixer d'un commun accord le nouveau montant de la redevance. Il en sera de même si l'évolution des conditions économiques est telle qu'elle remettrait en cause l'économie globale du Contrat. A défaut d'accord entre les Parties sur le nouveau montant de la redevance, le dernier prix révisé restera applicable sauf à ce que l'une quelconque des parties use de sa faculté de résilier le contrat de ce chef.

Si un indice composant la formule de révision ci-dessus cessait d'être publié, l'indice le mieux adapté en la matière lui serait alors substitué.

Prix et Services (si non inclus dans le contrat)

(voir article 4 des Conditions Générales)

Tarif main d'œuvre :

Clients Installés	
Sous Contrat d'Entretien	Hors Contrat d'Entretien

90,10€	115,90 €
--------	----------

Tarif de déplacement :

Zone	Distance	Tarif
Zone 1	De 0 à 25 km	120,80 €
Zone 2	De 26 à 50 km	177,50 €
Zone 3	De 51 à 75 km	230,00 €
Zone 4	De 76 à 125 km	303,50 €
Zone 5	De 126 à 200 km	341,30 €
Zone IDF	Tarif unique	162,80 €

Nota :

Les prix de main d'œuvre indiqués sont des prix horaires H.T.

Le minimum de facturation est de 1 heure (puis par ¼ heure)

Distance : Kilométrage entre le client et l'agence ou le point technique.

Les tarifs de M.O sont à majorer de 100% pour les interventions en dehors des heures ouvrées.

Les tarifs de la main d'œuvre et du déplacement en vigueur au jour de la signature du contrat sont communiqués à titre purement indicatif. Toute prestation nécessitant un déplacement et de la main d'œuvre sera facturée au tarif en vigueur à la date de la demande du Client.

Autres commentaires :**1 - OBJET**

Le présent contrat a pour objet de définir les prestations de maintenance et les différentes modalités d'exécution de ces prestations. Il définit les parties contractantes, les équipements concernés, les prestations de maintenance, les modalités d'intervention, les modalités financières, les modalités de résiliation et de reconduction, les modalités de résolution des litiges. Il a été élaboré pour répondre aux normes et recommandations relatives à la définition et à l'obligation de maintenance (Norme NF S 61-933, recommandation du GPEM/ME, Code du travail, code de la construction, article MS 58 de l'arrêté du 25/06/80, règles APSAD R7 et R13, etc,...).

2 - NATURE DU RISQUE

Pour les installations réalisées par la Société, la reconnaissance quantitative des équipements (inventaire) est réalisée à l'issue de la première visite d'entretien. Un constat contradictoire sera dressé par la Société et soumis pour approbation au Client afin d'être inséré dans un avenant au contrat signé par les deux parties.

Dans le cas d'installations non réalisées ou non entretenues lors de l'année précédente par la Société, un rapport d'audit du système de détection incendie et de mise en sécurité sera réalisé lors de la première visite d'entretien.

3 - BORDEREAU DE PRIX

Maintenance 1 visite/an (type M1)
ASM STE MARIE DE CAMPAN valable du 01-06-2014 au 31-05-2015

Date de proposition de contrat

N° de Devis	760319
N° de Contrat	0000064176

N° d'Appareil	BATIMENT ADOUR/PENE BLANQUE/HAILLA
N° de Projet	0109138

PARTIES

Votre interlocuteur	Eric Delheure	Votre N° Compte Client	6209408
Lieu d'INSTALLATION		Lieu de FACTURATION	
Site Adresse	ASM PAUILLAC-STE MARIE DE CAMPAN GRIPP	Raison Sociale Adresse	AMIS DE ST MARTIN GRIPP BP 87
Code postal	65710	Code postal	33250
Ville	STE MARIE DE CAMPAN	Ville	PAUILLAC
A l'attention de :		A l'attention de :	

NOMENCLATURE DU MATERIEL

MATERIELS INSTALLES		
Maintenance 1 visite/an (type M1)		
BATIMENT ADOUR/PENE BLANQUE/HAILLA		
Qté	Réf	Désignation
1	C000001	TEN4-DI
12	IFFM144	DECLENCHEUR MANUEL
20	640000003	C SCAN+ O OPTIQUE CONV
3	440100023	DETECTEUR THERMOVELO SO23
13	440100012	S012-TETE NOUVEAU MODELE
13	440100013	DETECT DE FUMEE IONIQUE SO13
5	430140013CS	SIRENE CHORUS S3NFS CHUBB SEC

PRESTATIONS DE SERVICE

Qté	TYPE de CONTRAT	Montant € HT
1	Maintenance 1 visite/an (type M1)	911,84 €

Montant HT de votre contrat annuel (sans options)	911,84€
Montant de la TVA à 20,00% est de	182,37€
Montant TTC de votre contrat annuel	1094,21€

En complément des prestations de service décrites ci-dessus, Chubb Sécurité recommande au client les options suivantes. En cas d'acceptation d'une ou plusieurs options proposées, celle(s)-ci s'ajoutera(ont) au "Montant HT de votre contrat annuel (sans options)"

OPTIONS COMPLEMENTAIRES BATIMENT ADOUR/PENE BLANQUE/HAILLA (sélectionner la case correspondante avec un "✓")	OUI	NON	Montant € HT
Reconditionnement détecteurs (redevance annuelle) Nombre de détecteurs à reconditionner / an	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	462,00 €
11			

Soit un montant total HT de votre contrat annuel (options incluses) de €

Soit en lettres :

Autres commentaires :

PAIEMENT

Modalités de Règlement : Chèque Echéance : 60 jours date de facture Révision : Formule BT47 : P = Po (BT47 / BT47o)	Adresse de l'envoi de la facture (si différente de l'adresse de facturation) : Adresse :
Maintenance 1 visite/an (type M1)	Tél. : Fax. :
Conditions de paiement et mode de facturation : Payable d'avance + tacite 1 facture/an	Interlocuteur :

Le client a lu et accepte les conditions générales du contrat d'entretien

Pour Chubb France :	Pour le Client : AMIS DE ST MARTIN GRIPP
Cachet de la Société :	Fonction :
	Cachet de la Société :
	N° Commande interne :
Date : Signature :	Date : Signature :

Veuillez dater et signer cette proposition de contrat sans oublier de parapher chaque feuille de la proposition

4 - REGLEMENTATION

SYNTHESE ET EXTRAITS DE LA REGLEMENTATION

Contrat de Maintenance - Extraits du journal officiel de la République Française

(Arrêté du 25 juin 1980)

<p>ARTICLE MS 58 § 3: toute installation de détection incendie doit faire l'objet d'un contrat d'entretien avec un installateur qualifié.</p> <p>ARTICLE MS 68 : Entretien assuré soit par :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Technicien compétent habilité par l'Etablissement 2) Installateur de l'équipement ou représentant habilité 3) Les systèmes de sécurité incendie des catégories A et B doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien. <p>ARTICLE MS 69 : L'exploitant doit :</p> <p>S'assurer une fois par semaine du bon fonctionnement de l'installation.</p> <p>Faire effectuer les remises en état le plus rapidement possible .</p> <p>Disposer d'un stock de petite fourniture</p>	<p>ARTICLE MS 72 : Appareils ou dispositifs d'extinction et d'alerte soigneusement entretenus et maintenus.</p> <p>ARTICLE MS 73 : Avant leur mise en service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérification des appareils et installations fixes - SSI de catégorie A et B : vérification par organisme agréé <p>En cours d'exploitation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 fois par an vérification des appareils et installations fixes ou mobiles. - 1 fois tous les trois ans ,vérification des SSI de catégorie A et B par un organisme agréé.
---	--

	Contrat de vérification	Contrat de maintenance	
		Préventif	correctif
validité	1 an	1 an	1 an
visites	1/an et 1/3ans	1/an	à la demande
intervenants	Installateur qualifié et Organisme agréé	Technicien compétent ou Installateur qualifié ou son représentant habilité	
compétences	Organisme agréé par le ministère de l'intérieur et installateur certifié APSAD F7	Certification APSAD F7 (Référentiel de certification service de maintenance)	

VERIFICATIONS PERIODIQUES DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE DES E.R.P. et des S.S.I.		
Périodicité	Opérations de vérification - Extraits des articles des normes et règles	Intervenants
1 jour	NFS 61-933 Annexe L.2 Examen de l'ECS du SDI Examen des états sur l'Unité de Signalisation (US) par action sur le (ou les) bouton(s) "essai voyants" éventuels et, dans le cas d'un CMSI, par action sur la touche "bilan" Constat de la signalisation donnant l'état des A.E.S./E.A.E.S. et des A.P.S.	Exploitant
1 semaine	Article MS69 L'exploitant ou son représentant doit s'assurer, une fois par semaine au moins, du bon fonctionnement de l'installation et de l'aptitude des alimentations électriques et/ou pneumatiques de sécurité.	Exploitant
1 mois	NFS 61-933 Annexe L.3 Essai de déverrouillage des dispositifs de verrouillage électromagnétique de porte	Exploitant
6 mois	NF S 61-933 - art 7.7 Pour les SSI de catégorie A comportant plus de deux Z.S., les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites. Règle APSAD R7 § 5.3.2 Les vérifications périodiques sont effectuées obligatoirement tous les 6 mois	Technicien compétent Installateur qualifié ou son représentant habilité
1 an	Article MS 73 § 2 Essai fonctionnel de chaque détecteur automatique et D.M. Essai de fonctionnement de l'E.A., des clapets et volets. Examen de chaque DAS. NF S 61-933 - Annexe I : Essai des asservissements et des arrêts d'installations techniques Constat de l'audibilité et de la visibilité des dispositifs lumineux et/ou sonore Règle APSAD R7 § 5.4.1 Vérification des sources d'alimentation Vérification de l'action des déclencheurs manuels Contrôle des mises à la terre - Vérification du bon fonctionnement de tous les organes reliés à l'ECS Règle APSAD R7 § 5.4.2 Les visites de maintenance décrites au § 5.4.1 doivent être réalisées annuellement	Technicien compétent Installateur qualifié ou son représentant habilité
3 ans	Article MS 73 § 2 Systèmes de sécurité incendie de catégorie A ou B: Examen de la conformité du S.S.I. au dossier d'identité ; Vérification actions de maintenance - essais de fonctionnement Examen des conditions d'exploitation Nota: cette visite ne se substitue pas à la visite annuelle réalisée par l'installateur qualifié	personne ou organisme agréé
4 ans	NF S 61-933 - art 8.1 : Remplacement des batteries d'accumulateur ou essai de décharge (tous les ans)	Installateur qualifié ou son représentant

	Règle APSAD R7 § 5.4.1 Echange standard des batteries de toutes les EAE de l'installation tous les 4 ans	habilité
--	--	----------

Engagement de service suivant le règlement APSAD F7 mainteneur :

La certification APSAD est la seule qualification existante dans le domaine de la détection incendie. Elle est délivrée pour une période définie par l'APSAD, pour un secteur géographique donné. Les détenteurs de la certification APSAD doivent :

- Disposer d'une organisation spécialisée, notamment dans la maintenance des installations SDI et CMSI assurant la qualité des prestations fournies.
- Identifier parfaitement et assurer un accueil téléphonique dédié au service de maintenance avec un numéro d'appel spécifique.
- Mettre à disposition des techniciens habilités et spécialisés dans la maintenance des installations de SDI et CMSI.
- Savoir utiliser des logiciels spécifiques que pourrait détenir le client et disposer de tous les autres moyens matériels nécessaires à la maintenance des installations de SDI et CMSI.
- Evaluer, avant la signature du contrat, les éventuelles difficultés d'exécution de la maintenance de l'installation et décrire dans le contrat de maintenance, de façon claire et précise, les prestations et les moyens mis en œuvre selon les termes du contrat.
- Proposer et assurer, selon les besoins, des interventions sous 2 ou 4 heures après l'appel, 24 heures sur 24, et tous les jours de l'année. L'entreprise s'engage à rappeler le client dans l'heure et à dépanner les installations dans 90% des cas en moins de 48 heures, les jours ouvrés.
- Planifier sauf exception contractuelle à la date anniversaire +/- 1 mois les vérifications périodiques et maîtriser toutes les opérations techniques de vérifications périodiques et de maintenance d'installations de SDI et CMSI.
- Communiquer (à la demande du client) un bilan annuel qualitatif et quantitatif de ses interventions et convenir, avec lui, des points d'amélioration des installations de SDI et CMSI et de leur exploitation.

Pour les mainteneurs certifiées F7, un compte-rendu de vérification Q7 périodique sera systématiquement délivré à l'issue de chaque visite d'entretien (avec un maximum de deux par an). Il appartient au client de mettre ce document à disposition de son assureur.

Sauf exception contractuelle le délai maximum entre la date d'effet du contrat et la 1^{ere} vérification périodique ne devra pas excéder 3 mois.

5 - TABLEAU DES PRESTATIONS

Définitions des contrats

TYPE V1 : 1 (une) visite de vérification par an

TYPE V2 : 2 (deux) visites de vérification par an

TYPE M1 : 1 (une) visite de vérification par an (dépannages, pièces, main d'œuvre et déplacement inclus)

TYPE M2 : 2 (deux) visites de vérification par an (dépannages, pièces, main d'œuvre et déplacement inclus)

		Prestations	TYPE DE CONTRAT					
			V1	V2 R7	V2	M1	M2 R7	M2
Prestations de service de base (inclus dans abonnement annuel)	A	Inspections visuelles	X	X	X	X	X	X
		Essais complets ⁴	X	X	X	X	X	X
		Essais partiels ^{5,6}		X			X	
	B	Rapports	X	X	X	X	X	X
	J	Mise à jour des logiciels ECS/CMSI				X	X	X
	C	Assistance téléphonique Jours ouvrés	X	X	X	X	X	X
	F	Dépannage < 48 heures suite à appel client ^{2,3}				X	X	X
Options Assistance Téléphonique et Intervention	D	Assistance téléphonique 24/24 7J/7	O	O	O			
	E	Astreinte téléphonique 24/24 7J/7 ³	O	O	O	O	O	O
	G	Astreinte téléphonique 24/24 7J/7 avec intervention sous 12h ³				O ²	O ²	O ²
		Astreinte téléphonique 24/24 7J/7 avec intervention sous 8h ³				O ²	O ²	O ²
		Astreinte téléphonique 24/24 7J/7 avec intervention sous 4h ³				O ²	O ²	O ²
		Astreinte téléphonique 24/24 7J/7 avec intervention sous 2h ³				O ²	O ²	O ²
F	Dépannage à la demande, délai < 48 heures jours ouvrés suite à commande écrite ^{1,3}	O	O	O				
Autres Options	H	Entretien des dispositifs asservis	O	O	O	O	O	O
	I	Reconditionnement des détecteurs ponctuels ⁶	O	O	O	O	O	O
	J	Mise à jour des logiciels ECS/CMSI	O	O	O			
	K	Bilan annuel	O	O	O	O	O	O
	L	Présentation et explication du fonctionnement des Matériels sur site	O	O	O	O	O	O
		Remplacement des Batteries	O	O	O	O	O	O
Prestation à la demande	M	Démantèlement des détecteurs ioniques	-	-	-	-	-	-
	N	Mise à jour de DOE ou DIUO	-	-	-	-	-	-

X: Inclus dans le contrat de base O: Option pouvant être jointe au contrat -: Prestation à la demande

¹ Déplacement pièces et main d'œuvre consommables non compris

² Déplacement pièces et main d'œuvre compris hors consommables

³ Rappel par un technicien dans l'heure

⁴ Lors d'une des 2 visites dans le cas de V2 R7 et M2 R7

⁵ Essai réalisé une seule fois par an

⁶ Prestations exigées par les règles R7 de l'APCAD ou NFS61-933 pour les SSI cat. A plus d'une ZS

6 - DETAILS DES PRESTATIONS

6 - A : INSPECTIONS VISUELLES, VERIFICATION ET ESSAIS

La Société s'engage à effectuer les prestations suivantes :

- Inspection visuelle de l'état des Matériels listés
- Tests visant à vérifier l'état de fonctionnement des Matériels
- Mesures et réglages des SDI et CMSI
- Avis sur l'adéquation au risque d'incendie des Matériels installés en fonction de l'évolution de leur environnement, des conditions d'exploitation et de la réglementation

Les outils, les moyens et les procédés pour réaliser les visites de maintenance préventives sont décrits dans le guide pour une (1) inspection DI et le guide pour une (1) visite de maintenance préventive DI

ESSAIS COMPLETS

- Essai de la totalité des détecteurs et déclencheurs manuels et essai des Zones de Sécurité (ZS)

ESSAIS PARTIELS

- Essai par test de 1 détecteur et 1 déclencheur manuel par zone
- Essai des ZS et essai en réel du CMSI

ZONES DE DETECTION

- Vérification de la bonne implantation des éléments de sécurité en fonction des modifications apportées aux locaux
- Contrôle de la bonne correspondance des zones
- Débranchement d'un détecteur de zone pour identification du dérangement de ligne
- Contrôle de la valeur ohmique des lignes

CENTRALE DE DETECTION INCENDIE

- Nettoyage du (des) coffret(s) et/ou de la (des) baie(s)
- Test des signalisations lumineuses et sonores
- Vérification des fusibles de protection 230V et 24V
- Vérification de la source d'alimentation de sécurité et de la présence secteur
- Vérification du transformateur/redresseur et du chargeur de batterie
- Vérification de la charge des batteries de secours
- Vérification des branchements de lignes de détection et de commande pour chaque zone
- Vérification des raccordements, connexions et des interfaces
- Vérification du fonctionnement de l'unité interne de gestion d'alarme après temporisation
- Essai de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores
- Dépoussiérage des composants électroniques
- Remise en service

DETECTEURS

- Essai de déclenchement réel avec matériel de simulation d'incendie
- Contrôle du témoin lumineux de détection

- Vérification de fonctionnement de(s) l'indicateur(s) d'action(s) associé(s)

DECLENCHEURS MANUELS

- Vérification de l'état général du boîtier et de la glace ou de la membrane
- Simulation de commande manuelle d'alarme par l'enclenchement d'un déclencheur manuel
- Vérification du fonctionnement des éléments de sécurité associés

AVERTISSEURS SONORES ET LUMINEUX

- Contrôle de l'état de(s) l'avertisseur(s)
- Essai de fonctionnement en accord avec le client

DISPOSITIFS DE COMMANDE DES DAS

- Essai de mise en sécurité par déclenchement électromagnétique

REPORTS

- Essai de retransmission des informations transmis par le système au(x) tableau(x) de report(s) et test de la transmission des informations vers le télésurveilleur ou autre dispositif de report installé

6 - B : RAPPORTS

Un rapport est rédigé à l'issue de chaque visite et validé par le client :

- Rédaction de rapports d'intervention remis au client en main propre ou par e-mail
- Mise à jour du registre de sécurité

6 - C : ASSISTANCE TELEPHONIQUE JOURS OUVRES

Possibilité d'être en relation téléphonique avec un technicien dans l'heure qui suit l'appel du client les jours ouvrés de 8h à 12h et de 14h à 18h

- pour conseiller sur les opérations à faire localement sur les centrales
- pour transmettre si nécessaire une demande d'intervention à l'agence

6 - D : ASSISTANCE TELEPHONIQUE 24H/24 7J/7

Possibilité d'être en relation téléphonique avec un technicien dans l'heure qui suit l'appel du client 24h/24 et 7j/7

- pour conseiller sur les opérations à faire localement sur les centrales
- pour transmettre si nécessaire une demande d'intervention à l'agence le jour ouvré suivant

6 - E : ASTREINTE TELEPHONIQUE 24H/24 7J/7

Possibilité d'être en relation téléphonique avec un technicien dans l'heure qui suit l'appel du client 24h/24 et 7j/7

- pour conseiller sur les opérations à faire localement sur les centrales
- pour décider une intervention si elle apparaît nécessaire

6 - F : DEPANNAGE STANDARD DELAI < 48H (hors DAS)

La Société s'engage à intervenir et à dépanner les installations dans 90% des cas en moins de 48h les jours ouvrés qui suivent la demande du client

- Contrats V1 et V2: les demandes de dépannage doivent faire l'objet d'une commande écrite du client et seront facturées au tarif en vigueur communiqué lors de la demande
- Contrats M1 et M2: les dépannages sont compris dans le contrat sauf indications contraires mentionnées dans les conditions générales

Si le dépannage nécessite un devis ou en cas d'interruption (partielle ou totale) du fonctionnement du SDI ou du CMSI, le Client prendra à sa charge, pendant toute la période d'interruption, toutes les mesures conservatoires (gardiennage, etc...) qui s'imposent.

6 - G : ASTREINTE TELEPHONIQUE 24H/24 7J/7 AVEC INTERVENTIONS SOUS 12H, 8H, 4H, 2H

La Société s'engage à mettre à disposition un technicien 24H/24, 7J/7 et à intervenir dans les délais prévus au contrat sur simple appel du client ou de son exploitant au numéro précisé à l'article 3.4 des conditions générales.

- Contrats V1 et V2: options possibles 12h ou 8h
- Contrats M1 et M2: 12h, 8h, 4h ou 2h

Si le dépannage nécessite un devis ou en cas d'interruption (partielle ou totale) du fonctionnement du SDI ou du CMSI, le Client prendra à sa charge, pendant toute la période d'interruption, toutes les mesures conservatoires (gardiennage, etc...) qui s'imposent.

6 - H : ENTRETIEN DES DAS (Dispositifs Actionnés de Sécurité)

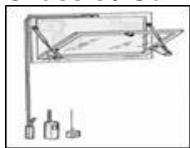
Dans cette option sont prises en charge les opérations suivantes :

- expertise et recherche de défauts sur les DAS
- entretien courant des DAS
- réarmement des DAS après essais de vérification sur la DI

Le dépannage et la remise en état des DAS défectueux feront l'objet de devis supplémentaires. Les opérations d'entretien des DAS ne respectent pas les annexes F à I de la norme NFS 61-933

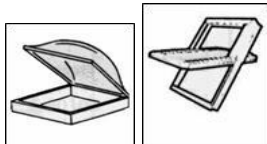
La Société s'engage à effectuer les prestations suivantes :

Châssis / Ouvrant



Ouverture de l'appareil
Contrôle de fonctionnement
Vérification des vérins éjecteurs d'ouverture et des articulations
Lubrification des pivots
Réglage du verrouillage
Inspection des déclencheurs thermiques et électromécaniques
Réglages et essais des commandes manuelles

Exutoire / Voûte / Lanterneau



Contrôle de fonctionnement
Lubrification des pivots
Réglage du verrouillage
Inspection des déclencheurs thermiques et électromécaniques
Réglages et essais des commandes manuelles

Volet



Examen des volets et essais de fonctionnement
Contrôle des axes de pivotements
Vérification des fixations (ressort – ventouses)
Dépoussiérage, lubrification des axes
Contrôle et Dépoussiérage des détecteurs
Essai automatique à la détection

Grille



Ouverture de la Grille par le déclencheur manuel
Ouverture de la grille par l'intermédiaire du détecteur de fumée
Dépose de la façade pour accès aux circuits
Contrôles du câblage et des raccordements électriques, des ressorts d'ouverture, de l'état des lamelles, des articulations, de l'état du fusible thermique s'il

existe

Nettoyage des faces d'attraction de l'électro-aimant
Dépoussiérage des circuits imprimés
Contrôle des fusibles 200 et 24 volts
Repose de la façade, refermeture de la grille

Verrouillage électromagnétique *Issue de secours*

Contrôle du fonctionnement
Lubrification du mécanisme (came et levier)
Contrôle et réglage de la gâche
Vérification du verrouillage électromagnétique
Contrôle boîtier déclencheur manuel
Contrôle de la batterie

Treuil ou tirez-lachez

Déplombage de la commande et dépose du verre à briser
Dépoussiérage général
Graissage des pignons, axes, poulies
Graissage du câble dans sa gaine
Vérification du parcours, refixation éventuelle des gaines
Replombage

Coffret de commande ou déclencheur pneumatique ouverture seule ou fermeture seule



Dépoussiérage général du coffret ou de l'armoire de commande
Contrôle de la course et tenue des verrouillages
Contrôle de la tête du vérin et graissage des parties mobile (axes – étriers)
Contrôle des joints de raccord pneumatique
Contrôle et réglage du verrou pneumatique
Contrôle des déclencheurs, des dards de percussion, des cartouches par pesage
Percussion et remplacement de la cartouche (fourniture comprise)
Contrôle du circuit pneumatique

Coffret de commande ou déclencheur pneumatique ouverture/fermeture



Dépoussiérage général du coffret ou de l'armoire de commande
Contrôle de la course et tenue des verrouillages
Contrôle de la tête du vérin et graissage des parties mobiles(axes – étriers)
Contrôle des joints de raccord pneumatique
Contrôle et réglage du verrou pneumatique
Contrôle des déclencheurs, des dards de percussion, des cartouches par pesage
Percussion et remplacement de la cartouche (fourniture comprise)
Contrôle du circuit pneumatique

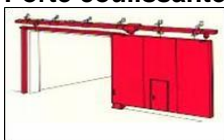
Détecteur autonome déclencheur (DAD)

Essai de fonctionnement
Dépose du capot du DAD
Contrôle du câblage et raccordement électrique
Contrôle des fusibles de protection (220 et 24 volts)
Contrôle des batteries d'alimentation de secours
Repose du capot du DAD
Réarmement du DAD

Ventilateur de désenfumage et coffret de relaiage associé

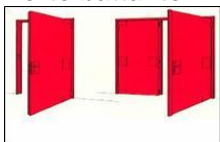
Inspection de l'état
Dépoussiérage
Contrôle des courroies
Lubrification des poulies
Essais

Porte coulissante 1V ou 2V



Examen du/des panneau(x) coupe-feu et essais de fonctionnement réglage des chariots à galets et des guides bas de panneaux
Inspection du logement contrepoids, des butées de rails, des chicanes d'étanchéité, des fixations de rails réglage de la tension des câbles et lubrification des poulies
Vérification des déclencheurs thermiques et électromécaniques
Contrôle et réglage des contacts début et fin de course
Contrôle des raccordements électriques des ventouses ou ferme-portes électromagnétiques, nettoyage de la face d'attraction de l'électro-aimant et de la plaque de retenue.

Porte battante 1V ou 2V



Examen du/des panneau(x) coupe-feu et essais de fonctionnement
Graissage des paumelles ou pivots
Examen des bagues antifriction
Réglage des sélecteurs de fermeture
Réglage des ferme-portes
Examen des garnitures et équipements des vantaux
Contrôle et réglage des verrouillages électromagnétiques et contacts début et fin de course

Porte basculante



Examen du panneau coupe-feu et essais de fonctionnement
Réglage des chariots à galets et des guides
Inspection du logement contrepoids
Inspection des butées de rails
Examen des chicanes d'étanchéité
Examen des fixations de rails
Réglage de la tension des câbles
Lubrification des poulies
Vérification des déclencheurs thermiques

Clapet



Examen des vantaux
Contrôle des pivots
Contrôle et réglage des contacts début et fin de course
Contrôle et réglage du verrouillage électromagnétique
Lubrification des axes de pivotement

6 - I : RECONDITIONNEMENT DES DETECTEURS PONCTUEL

Le reconditionnement des détecteurs est réalisé lors d'une ou de plusieurs visites selon les modalités de reconditionnement (nombre de détecteurs, la périodicité et la durée du contrat) prévues par la norme NF Remise en Service. Il est effectué par échange standard de détecteurs conditionnés. Le client est informé que les détecteurs de son installation comportent des sources radioactives soumises à des **conditions particulières d'emploi réglementées**.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

Les CONDITIONS PARTICULIERES D'EMPLOI DES RADIOELEMENTS ARTIFICIELS DANS LES DETECTEURS PONCTUEL DE FUMEE OU GAZ DE COMBUSTION adoptées par l'Autorité de Sûreté Nucléaire stipulent que :

- Toute intervention sur les détecteurs (ouverture, nettoyage, ...) est interdite en dehors des ateliers du constructeur
- Tout détecteur hors d'usage doit être retourné au constructeur ou à son représentant dûment mandaté pour l'installation considérée
- L'utilisateur final doit, même dispensé d'autorisation, assurer la surveillance des détecteurs et les faire reprendre par le fournisseur en cas de non emploi, en particulier avant démolition d'un bâtiment en contenant

RECONDITIONNEMENT DES DETECTEURS - PROCESS

- Démontage des détecteurs
- Nettoyage des pièces mécaniques (capots-platines)
- Nettoyage des circuits imprimés

La Société s'engage à effectuer les prestations suivantes :

- Contrôle d'étanchéité des sources pour les détecteurs ioniques
- Tests - réglages - calibration
- Remontage des pièces mécaniques
- Mise en déverminage dynamique ou statique
- Contrôle fonctionnel
- Marquage NF pour les détecteurs certifiés et identification
- Emballage

6 - J : MISE A JOUR DES LOGICIELS ECS/CMSI CHUBB

Mise à niveau des logiciels des ECS/CMSI de la gamme Résonance CHUBB uniquement.

6 - K : BILAN ANNUEL

Dans cette option, un mois avant la date anniversaire, il est envoyé au Client un bilan annuel intégrant :

- le calendrier des interventions préventives
- la synthèse des avis en matière d'adéquation de l'installation aux risques et à la réglementation
- le résumé des interventions curatives et les conditions d'intervention
- le rappel des dates des interventions et l'objet de chaque intervention
- le détail sur le reconditionnement des détecteurs
- les difficultés rencontrées dans l'exécution du contrat

6 - L : PRESENTATION ET EXPLICATION DU FONCTIONNEMENT DES MATERIELS SUR SITE

Afin de garantir une maîtrise du fonctionnement des Matériels sur site, la Société propose une session d'information annuelle sur chaque site pour présenter et expliquer l'exploitation de votre SDI et CMSI aux utilisateurs sur site (5 personnes du site maximum par session) lors de la visite de vérification et d'inspection.

6 - M : DEMANTELEMENT DES DETECTEURS IONIQUES (prestation sur devis personnalisé)

Pourquoi remplacer les détecteurs ioniques?

Les performances du détecteur ionique ne sont évidemment pas à remettre en cause, ce sont de nouvelles contraintes réglementaires et en particulier le décret n°2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ioniques qui justifient cette évolution. C'est la Société s'engage dans un programme de démantèlement.

Notre planning de démantèlement

La Société planifie le démantèlement des détecteurs ioniques:

- Début 2005 : Arrêt de commercialisation des détecteurs ioniques pour les nouvelles installations
- Avril 2006 : Arrêt de commercialisation des détecteurs ioniques pour les extensions ou le remplacement d'installation
- Fin 2015 : Fin de commercialisation des détecteurs ioniques reconditionnés

Nos Solutions de reconditionnement

La Société propose des solutions de reconditionnement pour assurer le démantèlement progressif de vos installations. Fort de son expérience de constructeur de produits certifiés NF, la Société maîtrise parfaitement les étapes d'un reconditionnement de qualité :

1. Tri
2. Nettoyage
3. Contrôle d'étanchéité
4. Tests unitaires et recalibrage
5. Déverminage dynamique
6. Marquage NF
7. Validation qualité.

Nos Solutions de Remplacement

La Société propose une nouvelle gamme complète de détecteurs optiques & multi capteurs qui dispose de performances évoluées : stabilité, efficacité et adaptation au risque.

6 - N : MISE A JOUR DE DOE ET DIUO (prestation sur devis personnalisé)

La Société propose la mise à jour de DOE et DIUO (prestation sur devis personnalisé) et le dossier SSI.

CONDITIONS GENERALES - Contrats de Vérification et de Maintenance

Article 1er : Généralités

Les présentes conditions générales s'appliquent aux contrats (ci-après "le Contrat") relatifs aux prestations de vérification et/ou maintenance (ci-après "les Prestations") des matériels (ci-après "le Matériel") réalisées par la Société pour le compte du client (ci-après "le Client"), en France Métropolitaine, dont le détail est indiqué aux Conditions Particulières.

Le Contrat est constitué, par ordre de priorité décroissante, des Conditions Particulières, des Conditions Générales, de l'offre la Société et de la commande du Client. Le Contrat constitue l'intégralité des engagements passés entre la Société et le Client. Il annule et remplace tout échange, engagement et/ou accord antérieurs relatifs aux Prestations. Il prévaut sur toutes conditions générales ou particulières d'achat du Client. La modification du Contrat nécessite l'accord exprès et préalable des Parties.

Article 2 : Formation du contrat

La Société établit son offre sur la base d'une visite préalable et/ou des informations et documents communiqués par le Client. La validité de l'offre est de trois (3) mois à compter de la date d'envoi de l'offre ou de celle de sa remise en mains propres au Client. Le Contrat n'est définitivement formé qu'une fois que le Client a signé puis retourné l'offre à la Société et que la Société l'a signée étant précisé que toute modification de l'offre est inopposable à la Société.

Article 3 : Modalités d'exécution des prestations

3.1 Réglementation - la Société respecte les lois et règlements et notamment ceux relatifs aux Prestations (Règlements ERP et IGH, Code du Travail, Code de la Construction et de l'Habitation,...). Si, en cours d'exécution du Contrat, des modifications étaient apportées aux règles en vigueur au jour de la conclusion du Contrat, la Société en informerait le Client qui prendrait les décisions qu'il jugerait bon de prendre et supporterait le coût lié à l'évolution, l'adaptation ou la modification des Matériels.

3.2 Vérification périodique - la Société vérifie une (1) ou plusieurs fois par an, selon ce que prévoient les Conditions Particulières, l'état de fonctionnement des Matériels. Au moins dix (10) jours avant l'intervention, la Société communique au Client la date, l'heure et le nom des salariés devant intervenir. Si le Client décide d'annuler l'intervention, il doit le faire au plus tard deux (2) jours avant qu'elle n'ait lieu sans quoi elle sera facturée au tarif en vigueur. L'intervention a lieu du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00. A l'issue de chaque intervention, le Client signe un rapport d'intervention sur le terminal PDA, validant que les opérations de vérification ont bien été effectuées. La Société envoie par mail au Client un exemplaire de ce rapport.

3.3 Dépannage - En cas de dysfonctionnement des Matériels signalé par le Client, la Société intervient afin d'établir un diagnostic et dépanne dans les délais indiqués aux Conditions Particulières. Toute demande d'intervention du Client doit être faite par téléphone au numéro suivant : 0810 01 23 45 (coût d'un appel local) pendant les jours et heures ouvrés (du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00). En cas de dysfonctionnement de l'installation signalé par le prestataire de télésurveillance auprès duquel le Client a le cas échéant souscrit un contrat de télésurveillance le Client doit en informer sans délai la Société et demander son intervention. Le Client décrit aussi précisément que possible le(s) dysfonctionnement(s) constaté(s). A l'issue de chaque dépannage, le Client signe un rapport sur le terminal PDA, validant que les opérations ont bien été effectuées. La Société envoie par mail au Client un exemplaire de ce rapport. Selon l'option retenue par le Client, le dépannage est inclus dans la redevance ou facturé en sus au tarif en vigueur.

3.4 Astreinte téléphonique - Pour signaler un dysfonctionnement en dehors des jours et heures ouvrés (cités ci-dessus), le Client compose le numéro suivant : 0810 01 23 45 (coût d'un appel local). Les appels et les demandes d'intervention sont traités par un service dédié. La date et l'heure de réception de la demande enregistrées par la Société fera foi en cas de contestation. Selon l'option choisie par le Client, la Société s'engage à lui fournir une assistance téléphonique dans le délai indiqué aux Conditions Particulières.

3.5 Enregistrement des appels téléphoniques - Le Client accepte que toutes les conversations téléphoniques soient enregistrées et conservées. Il en informe toute personne pouvant être amenée à entrer en relation avec la Société et se porte fort d'obtenir son accord de telle sorte que la Société ne soit pas inquiétée de ce fait. Ces enregistrements sont réalisés pour des besoins strictement professionnels et sont conservés dans des conditions de sécurité et de confidentialité conformes aux règles de l'art. Le Client peut avoir accès à ces enregistrements dans les locaux de la Société sur simple demande écrite.

3.6 Conditions d'intervention - Le Client, présent lors des interventions, fait en sorte que la Société puisse réaliser les Prestations et accéder aux Matériels. Notamment, il s'engage à :

- mettre à sa disposition tous les documents nécessaires (dossier d'identité, plans, document d'intervention ultérieur sur ouvrage,...) et lui signale tout fait (modifications,...) se rapportant aux Matériels ou à leur environnement (locaux, conditions d'exploitation,...) ;
- fournir gratuitement l'énergie et, le cas échéant, les équipements de sécurité nécessaires ;
- fournir à ses frais les moyens spécifiques d'accès aux Matériels (nacelle, échafaudage,...) conformes aux réglementations en vigueur ;
- l'informer des règles d'hygiène et de sécurité applicables au sein de l'établissement ;
- respecter les dispositions du Code du Travail relatives aux interventions des entreprises extérieures.

Les conséquences dommageables du non-respect par le client de l'un quelconque des engagements ci-dessus ne peuvent être imputées à la Société.

3.7 Pénalités - Si des pénalités doivent être appliquées, quelque soit le motif, elles devront avoir été au préalable expressément acceptées par la Société. En tout état de cause, les pénalités seront plafonnées à 5% du montant Hors Taxe du Contrat même en cas de cumul.

3.8 Limites de Prestations

3.8.1. Le Client respecte les préconisations d'utilisation du constructeur des Matériels. Dès lors, la Société ne saurait être tenue pour responsable des préjudices subis par le Client du fait d'une utilisation des Matériels non conforme à celles-ci.

3.8.2. La Société n'est pas responsable des vérifications, contrôles et essais qui doivent être réalisés par le Client et notamment les opérations de vérifications quotidiennes et périodiques au sens de la norme NFS 61-933. Par ailleurs, les interventions relevant de l'exploitation normale du système sont exclues des Prestations objet du présent contrat telles que, sans que cette liste soit limitative, le réarmement des centrales, la mise en/hors service de points/fonctions, la remise en position d'attente de D.A.S. (Dispositifs Actionnés de Sécurité), etc...

3.8.3. Le Client fait son affaire personnelle de l'application des préconisations/observations portées sur les rapports d'intervention, la responsabilité de la Société ne pouvant être recherchée en cas de dommages si lesdites préconisations/observations n'ont pas été respectées par le Client.

3.8.4. Pour les Matériels non maintenus ou non couverts par la garantie contractuelle de la Société, la Société contrôle, préalablement à toute intervention, leur état de fonctionnement et vérifie leur adéquation au risque. La correction des écarts constatés (dysfonctionnement(s), non-conformité,...) fera l'objet d'un devis. La responsabilité de la Société ne pourra pas être engagée pour ces écarts avant leur correction.

3.8.5. La Société ne réalise aucune intervention sur les programmes et/ou logiciels équipant les Matériels autre que la mise à niveau des logiciels de la marque de la Société.

3.8.6. Le Client prend les mesures compensatoires et met en place l'organisation qu'il juge nécessaire pour remédier à l'indisponibilité des Matériels lors des opérations de maintenance/vérification, et avant qu'elles n'aient lieu en cas de panne, afin de préserver la sécurité des personnes et des biens.

3.8.7. Toute intervention effectuée par la Société en raison d'une panne ou d'un dysfonctionnement de l'installation consécutif à une faute du Client (notamment câblage sectionné, matériel endommagé, ...) ainsi qu'en cas de force majeure donnera lieu à facturation des frais occasionnés (déplacement du personnel, main d'œuvre, remplacement de pièces ou de matériels, ...).

3.9. Garantie - Si des Matériels et/ou des pièces détachées neufs sont fournis par la Société en cours d'exécution du Contrat, ils sont garantis pendant une durée de douze (12) mois à compter de leur livraison. La garantie couvre tout vice de fonctionnement provenant d'un défaut de matière ou de fabrication. Le Client doit impérativement, pour bénéficier de la présente garantie, signaler par écrit à la Société tout défaut ou vice constaté dans les huit (8) jours qui suivent sa constatation en joignant la facture d'achat. Au titre de la garantie, la Société remplacera ou réparera gratuitement, selon son choix, les pièces reconnues défectueuses par ses services techniques. Cette garantie est strictement limitée au remplacement ou à la réparation des pièces défectueuses dans les ateliers de la Société et exclut l'indemnisation des dommages immatériels ou pertes d'exploitation causés directement ou indirectement. Le remplacement des pièces défectueuses ne pourra augmenter le délai de garantie du Matériel.

La garantie est exclue :

- si le vice de fonctionnement provient d'une intervention effectuée par une personne non autorisée à intervenir par la Société ;
- si le vice de fonctionnement provient de l'usure normale du bien, d'une négligence, d'un défaut de surveillance ou d'entretien ou est consécutif à un sinistre ;
- en cas de protection insuffisante du Matériel contre les chocs, chutes, intempéries, foudre, gel, dégradations et agressions de toute sorte, mauvaise utilisation du Matériel, malveillance ou un cas de force majeure ;
- en cas d'observation des prescriptions de montage et de raccordement, de mise en service et d'entretien ou encore de celles résultant de la notice d'exploitation accompagnant le Matériel.

La garantie accordée par la Société ne saurait excéder celle consentie par le fabricant du Matériel.

3.10. Convention de preuve - Les données sous forme électronique et les enregistrements conservés par la Société pourront être admis comme preuve des droits et obligations du Client et de la Société.

3.11. Données nominatives - Les données nominatives (nom, prénom, numéro de téléphone/fax, adresse, signature,...) demandées au Client sont nécessaires à la gestion du Contrat. Elles sont exclusivement destinées aux salariés de la Société traitant son dossier. Le Client ou la personne physique concernée dispose, en application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, du droit d'accéder, de modifier, de rectifier et de s'opposer au traitement des données qui la concernent. Ces droits peuvent être exercés au siège social de la Société.

Article 4 : Prix et conditions de paiement

4.1. En contrepartie des Prestations, le Client verse à la Société une redevance dont le montant est fixé dans les Conditions Particulières. Le montant de la redevance est fonction des Prestations, du nombre de visite de vérification et des Matériels, des référentiels et des options retenues. La modification d'un de ces éléments (ex. : lors de son intervention, la Société constate un nombre ou une typologie de Matériels différent(e) de celui ou celle indiqué(e) par le Client) entraîne une modification de la redevance. Lorsque la redevance inclut le dépannage, le montant de la redevance comprend, outre le coût de la main d'œuvre et les frais de déplacement, la fourniture des pièces détachées mais ne comprend pas le coût des interventions hors heures et jours ouvrés sauf si le Client a choisi cette option. Si l'option reconditionnement n'est pas souscrite, la redevance ne comprend pas le remplacement des détecteurs défectueux après la période de garantie. La redevance ne comprend jamais le remplacement des batteries d'accumulateur, les consommables (piles,...) ou les coûts engendrés par un événement de force majeure ou une faute du Client. Toute Prestation qui n'est pas incluse dans la redevance est facturée au tarif en vigueur au jour de la facturation.

4.2. La redevance est due le 1er janvier de chaque année et payable d'avance à réception de la facture. Le règlement de toute somme facturée au Client intervient dans les 30 jours date de facture, par virement sur le compte bancaire de la Société dont les références lui auront été préalablement communiquées.

4.3. Aucun escompte pour paiement anticipé n'est consenti. La TVA applicable au jour de la facture en sus

4.4. Tout défaut de paiement à l'échéance figurant sur la facture fait courir, de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice de la Société calculés sur le montant H.T. de la facture, à partir du jour suivant l'échéance figurant sur la facture et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, au taux de trois (3) fois le taux d'intérêt légal et entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ conformément à l'article D441-5 du code de commerce. En outre, la Société pourra, au choix, soit suspendre l'exécution de toutes les Prestations en cours, et ce quelles que soient leur nature et leur niveau d'avancement sans que cette suspension puisse être considérée comme une faute et/ou une résiliation du Contrat de son fait et/ou ouvrir un quelconque droit à indemnité pour le Client ; soit résilier le Contrat pour manquement du Client à ses obligations dans les conditions indiquées à l'article "Résiliation".

4.5. Les Conditions Particulières prévoient les modalités de révision des prix.

4.6. Pour le cas où le paiement serait dû en plusieurs échéances, le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances, entraînera l'exigibilité de toutes les autres échéances, même si elles ont donné lieu à des traites.

4.7. La Société se réserve le droit d'invoquer vis-à-vis de ses Clients la compensation partielle ou totale entre ses dettes et le montant de ses factures, quelle que soit l'échéance de ses engagements.

4.8. Il est expressément stipulé qu'à défaut de paiement à l'échéance contractuelle et après mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, d'avoir à exécuter sous huitaine, restée sans effet, une indemnité de 15% des sommes dues sera immédiatement exigible à titre de clause pénale, indépendamment des intérêts moratoires définis à l'alinéa 5.4 ci-dessus.

Article 5 : Responsabilité

La Société s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose afin d'exécuter les obligations qu'elle a acceptées et qui sont des obligations de moyens. En conséquence et en application du droit commun, la responsabilité de la Société ne pourra être engagée que lorsqu'il sera prouvé qu'elle a commis une faute et uniquement pour les dommages directs causés par cette faute (à l'exclusion donc des dommages indirects tels que pertes d'exploitation,...). Tout refus par le Client de faire procéder aux mises aux normes ou aux remises à niveau préconisées par la Société exonérera intégralement celle-ci de toute responsabilité en cas de mauvais fonctionnement ultérieur de l'installation entraînant un préjudice pour le Client. La responsabilité de la Société sera, en tout

état de cause et dans la mesure où la loi le permet, limitée au montant qui lui aura été réglé au titre du Contrat. La Société ne saurait, par ailleurs, être tenue pour responsable des dommages causés par le fait du Client ou d'un tiers.

Article 6 : Force majeure

6.1. La Société ne sera pas responsable de la non-exécution de ses obligations si :*

- celle-ci est due à un empêchement indépendant de sa volonté ;
- la Société ne pouvait pas raisonnablement prévoir cet empêchement ou ses effets sur son aptitude à exécuter le Contrat au moment de sa conclusion ;
- la Société ne pouvait raisonnablement pas éviter cet empêchement ou ses effets. Sont notamment des événements de force majeure : un dégât des eaux, une inondation, un orage, la foudre, une grève, une variation ou une interruption du courant électrique.

6.2. Dans les meilleurs délais, la Société informe le Client par tout moyen approprié de la survenance d'un cas de force majeure. Les obligations affectées par la force majeure sont suspendues jusqu'à ce que celle-ci disparaisse. La Société se rapproche du Client en vue d'arrêter, en commun, les mesures destinées à permettre un retour dans les meilleurs délais et conditions à l'application du Contrat.

Article 7 : Confidentialité

Au cours de l'exécution du Contrat, les Parties sont appelées à avoir connaissance d'informations confidentielles. Sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par écrit comme étant confidentielles sous réserve que de telles informations ne soient pas dans le domaine public ou déjà connues de l'autre Partie avant la signature du Contrat. Pendant toute la durée du Contrat, chacune des Parties s'interdit de divulguer les informations confidentielles relatives à l'autre Partie sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit, sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie.

Article 8 : Durée

Le Contrat prend effet à la date indiquée aux Conditions Particulières. Sauf disposition contractuelle contraire, il est conclu pour une durée initiale d'une (1) année. Au-delà de la durée initiale, le Contrat se renouvelle par tacite reconduction pour des périodes d'une (1) année sauf si l'une ou l'autre des Parties décide d'y mettre fin et en informe l'autre par lettre recommandée avec avis de réception trois (3) mois au moins avant l'arrivée du terme.

Article 9 : Résiliation

Si une Partie manque gravement à ses obligations, l'autre Partie peut résilier de manière anticipée le Contrat à tout moment sans avoir à respecter les formes prévues par l'article 1184 du Code Civil. Le Contrat est alors résilié de plein droit après envoi d'une mise en demeure restée en tout ou partie sans effet pendant un délai de sept (7) jours à compter de l'envoi de ladite mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou acte extrajudiciaire.

Article 10 : Litiges

Le Contrat est soumis au droit français. Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les difficultés qui pourraient survenir au cours de l'exécution du Contrat. A défaut d'accord amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la fin du Contrat sera soumis au Tribunal de Commerce de PARIS auquel les Parties font attribution exclusive de compétence, et ce même en cas de demande incidente, de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs.